Socialistes : y a-t-il une vie après la crise?

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1162

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1009352

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

SOCIALISTES

Y a-t-il une vie après la crise ?

En cette fin de semaine, les socialistes genevois sont réunis en congrès pour renouveler leurs instances dirigeantes et définir la ligne politique des prochaines années.

LE PARTI SOCIALISTE GENEVOIS, FICHE TECHNIQUE

Environ 800 membres.

Le PSG n'a pas d'assemblée cantonale de délégués des sections et des élus, mais une assemblée générale qui réunit 5 à 10 fois par an de 30 à 300 personnes selon les objets. Cette même assemblée élit tous les deux ans le comité directeur.

17 sections locales (dont une pour toute la ville de Genève).

12 commissions thématiques.

3 député-e-s au Conseil national (sur 11): Christiane Brunner, Nils de Dardel, Jean Ziegler; aucun conseiller aux Etats.

15 député-e-s au Grand Conseil (100 membres); aucun conseiller d'Etat.

En ville de Genève, 15 membres du Conseil municipal (sur 80, dont 14 du Parti du travail et 11 écologistes).

Le PSG est présent à l'exécutif en ville de Genève (une conseillère administrative sur cinq, où elle est en compagnie notamment d'un écologiste et d'un membre du Parti du travail). Le PSG est également représenté dans les Conseils administratifs des villes suivantes: Carouge, Onex, Meyrin et Vernier.

(*jd*) Déchirements internes, perte de crédit, difficulté à formuler et à communiquer des propositions tout à la fois novatrices et réalistes, c'est-à-dire susceptibles de rencontrer un large écho dans le public, le désarroi des socialistes genevois est en fait le lot de toute la gauche européenne. Ni l'augmentation du chômage, ni l'exacerbation des inégalités sociales, ni l'impasse programmée d'une économie fondée sur le gaspillage des ressources naturelles et la destruction de l'environnement ne convainquent l'électorat d'accorder sa confiance à ceux qui ont vocation de défendre les salariés et les plus démunis. Bien au contraire, une proportion grandissante des citoyennes et des citoyens se réfugie dans l'abstention — et pas seulement en Suisse et à Genève — et celles et ceux qui continuent d'exercer leurs droits favorisent majoritairement le courant libéral. Les socialistes auraient-ils accompli leur mission historique ?

On pourrait le croire. En effet les piliers qui ont assuré les succès de la gauche démocratique dans l'après-guerre, un peu partout en Europe, ces piliers vacillent. La croissance économique continue, qui a permis une considérable élévation du niveau de vie des populations, a perdu son souffle et n'est pas prête de le retrouver. En conséquence de quoi l'Etat redistributeur se voit privé des ressources nécessaires à ses ambitions, sans parler du doute qui s'installe quant à l'efficacité de ses interventions.

Partout où ils exercent des responsabilités, les socialistes se heurtent à ces contraintes et ils ne peuvent plus se prévaloir de succès éclatants. Non pas que leurs adversaires politiques aient fait la preuve de compétences supérieures: partout où ils sont portés au pouvoir, c'est faute de mieux et dans un sentiment général de lassitude et d'incrédulité.

Face à cette situation, deux réactions se dessinent qui toutes deux font l'objet d'une motion à l'intention des congressistes genevois, mais dont aucune ne peut tenir lieu de projet pour le siècle à venir.

La première est foncièrement conservatrice; elle consiste à faire le dos rond ou même à montrer les dents face à toutes les tentatives de la droite de redimensionner les tâches de l'Etat et de couper dans les budgets sociaux. Dans cette conception, l'action de l'Etat acquiert un caractère sacré, devient étanche à la critique; le réel est étiqueté de manière manichéenne, la sphère publique représente le bien, la sphère privée est démonisée. Cette réaction n'a que l'apparence de la détermination. Comme tous les conservatismes, elle se prive des moyens d'agir et d'influencer les réformes indispensables; en laissant libre le terrain de l'innovation, elle fait le jeu de l'adversaire.

La seconde réaction est tout aussi vaine que radicale. Elle s'alimente aux sources révolutionnaires du mouvement socialiste. Le capitalisme nous mène à la catastrophe, il faut donc rompre avec lui pour établir enfin une société égalitaire et libre de conflits et de contraintes. Cette promesse du jardin d'Eden nous renvoie aux eschatologies politiques dont on sait à quels désastres ont conduit les rares concrétisations historiques

Si les idées libérales rencontrent aujourd'hui un tel écho, c'est qu'elles trouvent un terreau fertile: lourdeur et opacité des bureaucraties publiques et privées qui quadrillent la vie quotidienne, volonté d'autonomie des individus et des groupes qui aspirent à définir eux-mêmes leurs besoins et à y répondre de manière différenciée. Un projet socialiste ne peut ignorer ces aspirations. Non pas en singeant les réponses libérales, comme le fait partiellement le projet de programme économique du Parti socialiste suisse, mais en en montrant les limites. De la déréglementation et de la modestie de l'Etat, les libéraux attendent plus de liberté, mais nous savons que leur liberté n'est réservée qu'à quelques-uns. Celle que défendent les socialistes est bien commun. Pour la promouvoir cependant, ils ne peuvent plus puiser dans leur vieux sac de recettes.

Affirmer les exigences de solidarité ne dispense pas de critiquer la politique sociale et d'en améliorer l'efficacité. Souligner le rôle régulateur de l'Etat n'empêche pas d'en analyser avec sévérité le fonctionnement, d'en proposer une profonde restructuration et de valoriser les initiatives autonomes des groupes sociaux. Rejeter la concurrence débridée, qui marginalise les plus faibles et fait fi de l'intérêt public, n'implique pas le refus des mécanismes du marché qui, canalisés, disciplinés, contribuent au mieux-être et à l'émancipation des individus.

Ce n'est ni par la rupture ni en édifiant une ligne Maginot que les socialistes convaincront, mais par une guerre du mouvement qui donne des contenus renouvelés aux principes de la justice et de la solidarité. Par des propositions concrètes et non par de nostalgiques appels à une unité vide de contenu. ■